



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton

Annecy, le **12 JUIL. 2024**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 9 juillet 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société Industrielle de Combustible Nucléaire (SICN)

4, rue du Radar, 74 000 Annecy

Références : 20240709-RAP-InspectionSICN

Code AIOT : 0006104535

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 juillet 2024 dans l'établissement Société Industrielle de Combustible Nucléaire (SICN) implanté 4 RUE DU RADAR 74 000 Annecy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à un « porter à connaissance » du préfet, établi par le groupe ORANO, société mère de SICN, concernant la création d'un nouveau réseau d'eaux usées pour les bâtiments A et N de l'ancien site de la société SICN d'Annecy, aujourd'hui occupés par Hitim Group. Le plan des bâtiments de l'ancien établissement est joint en annexe. Précisons que la création de ce réseau vise à améliorer les conditions d'exploitation de ces locaux.

Nous avons souhaité faire un point concernant le tracé de ce nouveau réseau et ses conditions de réalisation, au regard des servitudes d'utilité publique et des dispositions réglementaires applicables à l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Industrielle de Combustible Nucléaire (SICN)
- 4 RUE DU RADAR 74000 Annecy
- Code AIOT : 0006104535
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement d'Annecy de la société SICN, situé 4, rue du Radar, a été créé en 1957 pour produire des éléments combustibles des centrales nucléaires de la filière graphite-gaz à partir d'uranium naturel. Après l'arrêt de ces centrales au début des années 1990, les activités relatives à la fonderie et au travail de l'uranium ont été consacrées à d'autres productions, en uranium appauvri, et localisées dans une zone dite « uranium », dont l'accès faisait l'objet de contrôles et de procédures spécifiques. Le reste de l'établissement fut assaini et consacré essentiellement à des activités liées à la mécanique conventionnelle dans le cadre de la diversification de ses productions. En 2002, la

fonderie et le travail de l'uranium ont été définitivement arrêtés. Les activités de mécanique ont été reprises par la société GEMMA, d'abord filiale de SICN puis vendue en dehors du groupe AREVA, avant de changer de raison sociale pour HITIM Groupe. L'activité de SICN s'est alors limitée à l'assainissement du site et plus particulièrement de la zone uranium, non occupée par les sociétés GEMMA puis HITIM Groupe dont les installations ont été réglementées de façon indépendante.

L'assainissement des locaux occupés par la société SICN a consisté à traiter les surfaces contaminées avec pour objectifs les contaminations résiduelles de 0,4 Bq/cm² et 1 Bq/g en radioactivité alpha. La démarche s'est conclue par deux arrêtés préfectoraux :

- n°2014182-0016 du 1er juillet 2014 portant institution de servitude d'utilité publique sur les parcelles de l'ancien site SICN et sur certaines parcelles de sa périphérie où des pollutions résiduelles étaient susceptibles d'être présentes après l'assainissement des structures,
- n°2014182-0031 du 1er juillet 2014 prescrivant la surveillance des eaux souterraines et l'assainissement complémentaire des locaux dans l'emprise de la partie HITIM Groupe dès l'arrêt complet des activités.

Les locaux de Hitim Group avaient été assainis au début des années 1990 mais il était nécessaire de poursuivre cette démarche avec les mêmes exigences que la zone uranium qui venait d'être traitée par SICN. Enfin, SICN avait évalué au moyen de films dosimétriques que l'exposition des travailleurs dans les locaux de HITIM Group était acceptable et que le complément d'assainissement pouvait attendre l'arrêt des activités à une date alors indéterminée.

SICN est filiale à 100 % de la société ORANO démantèlement, appartenant au groupe ORANO. Les représentants de SICN présent lors de l'inspection exercent ainsi des fonctions au sein du groupe ORANO.

Thèmes de l'inspection : Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Contexte de la création d'un nouveau réseau d'assainissement	AP Complémentaire n° 2014182-0031 du 01/07/2014 relatif à la surveillance des eaux souterraines et à l'assainissement des locaux – article 3.1
2	Respect des servitudes	AP Complémentaire n° 2014182-0016 du 01/07/2014 relatif à l'institution de servitudes d'utilité publiques – article 2
3		
4		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats – Au vu de l'examen des éléments transmis, le projet de création d'un nouveau réseau d'assainissement présenté par le groupe ORANO respecte les servitudes d'utilité publiques applicables au site, aujourd'hui exploité par Hitim Group.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contexte de la création d'un nouveau réseau d'assainissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/07/2014, article 3.1
Thème : Risques chroniques, Assainissement des locaux
Prescription contrôlée : Dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif des installations de son établissement d'Annecy, l'exploitant, devra assainir les locaux des bâtiments B, D, du rez-de-chaussée et des étages des bâtiments A et N, ainsi que des structures T et U représentés sur le plan en annexe 2, après leur première libération complète, conformément aux dispositions des articles 3.1.1 à 3.1.6. Dans les six mois suivant cette libération, il transmettra au préfet un planning détaillé des travaux à réaliser.
Constats : La société ORANO souhaite créer un nouveau réseau d'assainissement pour les bâtiments A et N de son site d'Annecy, afin de by-passer le réseau historique qui inclut les fosses de relevage T et U. Compte tenu des altimétries, le réseau à créer doit être doté de 5 postes de relevage disposés au sous-sol des bâtiments précités. La canalisation de rejet se rejettera ensuite dans le réseau du SILA au même point que précédemment. Le projet, qui a fait l'objet du dossier transmis le 27 mai 2024, ne prévoit pas de traitement du réseau historique. Les représentants d'ORANO nous ont indiqué en séance que, compte tenu de son ampleur, ce travail devait se faire de façon concomitante à l'arrêt et à la libération des bâtiments A, N, B et D. Nous partageons cet avis. Au vu du chantier nécessaire à cet assainissement et aux travaux qui seront nécessaires pour traiter les fosses T et U, il nous paraît pertinent d'attendre l'arrêt de l'exploitation des bâtiments qui leur sont associés. Précisons que cet arrêt n'est pas à l'ordre du jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des servitudes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/07/2014, article 2
Thème : Risques chroniques, Respect de la prescription 5 des servitudes d'utilité publique
<p>Prescription contrôlée : Préalablement à tout creusement de terre et/ou travaux d'excavation, le maître d'ouvrage vérifiera le respect des hypothèses de l'étude référencée AFR 23200A01 NT 06 00 et datée du 13 février 2006, intitulée « l'évaluation détaillée des risques radiologiques pour le site SICN Annecy », notamment les concentrations en radioéléments dans les terres excavées. Un dossier présentant ces éléments sera, après avis de SICN ou de son ayant droit, transmis au préfet pour accord de réalisation des travaux. Une copie de ce dossier sera également transmise à l'inspection des installations classées. Les travaux ne seront pas engagés avant obtention de l'accord du préfet. En tout état de cause, ces travaux devront être réalisés selon la réglementation en vigueur notamment en matière d'hygiène, de sécurité et de radioprotection.</p> <p>Dans l'hypothèse où des ouvrages enterrés devraient être retirés, le maître d'ouvrage communiquera l'ensemble des informations à SICN ou à son ayant droit qui réalisera et transmettra au préfet une mise à jour du plan des réseaux enterrés.</p> <p>En cas de nécessité d'évacuation des terres ou de structures excavées, celles-ci seront orientées dans une filière dûment autorisée à les recevoir au regard de la réglementation en vigueur.</p>
<p>Constats : Nous avons examiné le respect des hypothèses de l'étude référencée AFR 23200A01 NT 06 00 du 13 février 2006.</p> <p>Le chantier correspond au scénario 2 de l'étude précitée évaluant les impacts radiologiques d'un chantier de construction. Il convient donc de vérifier que les hypothèses prévues dans ce cadre sont bien respectées :</p> <ul style="list-style-type: none">• La teneur en uranium prise en compte dans les sols était [U] = 44 mg/kg. Les analyses réalisées préalablement au chantier d'enfouissement du réseau ont mis en évidence une concentration maximale en uranium de 12,17 mg/kg.• Le temps de séjour maximal d'un ouvrier travaillant sur le chantier avait été évalué à 107 heures au sein des remblais contaminés. Dans un courrier du 3 juillet 2024, la société ORANO évalue, de façon majorante à 49 heures la durée de séjour des personnes qui seront amenées à travailler sur le chantier. <p>Par ailleurs, le dossier prévoit que l'ensemble des matériaux de décaissement restent sur le site, notamment sous l'enrobé de la voirie qui sera refait. Cet élément nous a été confirmé en séance.</p> <p>Les représentants de la société ORANO nous ont présenté en séance le cheminement extérieur du réseau en projet qui n'appelle pas de remarque de notre part.</p> <p>Les éléments du dossier ainsi que les constats réalisés sur site montrent que la prescription de la servitude sera respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Respect des servitudes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/07/2014, article 2
Thème : Risques chroniques, Respect de la prescription 6 des servitudes d'utilité publique
<p>Prescription contrôlée : Préalablement à tous travaux sur les dispositifs de blocage et/ou de confinement mis en place sur les structures de génie civil enterrées visés dans le plan en annexe 3, une étude d'impact radiologique sera réalisée dans le cadre de laquelle les mesures prévues pour garantir des conditions de blocage et/ou de confinement au moins équivalentes seront décrites.</p>

<p>Cette étude précisera en outre les mesures de prévention des risques à mettre en oeuvre ainsi que les filières d'élimination des déchets générés dans le cadre de ces travaux. Le dossier ainsi constitué sera, après avis de SICN ou de son ayant droit, transmis au préfet pour accord de réalisation des travaux. Une copie de ce dossier sera également transmise à l'inspection des installations classées. Les travaux ne seront pas engagés avant obtention de l'accord du préfet</p> <p>Les moyens d'ancrage d'équipements qui ne sont pas susceptibles de traverser le dispositif de blocage et/ou de confinement ne sont pas concernés par ces dispositions.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, nous avons examiné le parcours des canalisations du futur réseau d'assainissement au sous-sol des bâtiments A et N. Elles cheminent au plafond et sur les murs du sous-sol, traversent des cloisons, dans des zones n'ayant pas été traitées par blocage ni confinement de point chaud mentionnées en annexe 3 de l'arrêté du 1er juillet 2014 précité.</p> <p>Nous avons examiné également le positionnement de 4 des 5 postes de relevage, l'implantation du dernier poste étant dans un local de stockage fermé à clés. Nous avons également vu l'un des postes qui avait été livré. Ces équipements seront posés au sol sans aucun dispositif de fixation. La dalle des bâtiments A et N sur laquelle porte la servitude ne subira aucune altération et en particulier aucun percement.</p> <p>Les éléments du dossier ainsi que les constats réalisés sur site montrent que la prescription de la servitude sera respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Respect des servitudes

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/07/2014, article 2</p>
<p>Thème : Risques chroniques, Respect de la prescription 7 des servitudes d'utilité publique</p>
<p>Prescription contrôlée : Préalablement à tous travaux sur les structures de génie civil des bâtiments B, D, du rez-de-chaussée et des étages des bâtiments A et N représentés sur le plan en annexe 1, une étude d'impact radiologique sera réalisée. Cette étude précisera également les mesures de prévention des risques à mettre en oeuvre ainsi que les filières d'élimination des déchets générés dans le cadre des travaux. Le dossier ainsi constitué sera, après avis de SICN ou de son ayant droit, transmis au préfet pour accord de réalisation des travaux. Une copie de ce dossier sera également transmise à l'inspection des installations classées. Les travaux ne seront pas engagés avant obtention de l'accord du préfet.</p>
<p>Constats : Les canalisations du nouveau réseau chemineront au sous-sol des bâtiments A et N avant de sortir du bâtiment A depuis le sous-sol, sous le terrain naturel.</p> <p>Les éléments du dossier ainsi que les constats réalisés sur site montrent que la prescription de la servitude sera respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

ANNEXE

